



POUR LA JUSTICE SOCIALE, CONTRE CE GOUVERNEMENT AUX ABOIS C'EST LE MOMENT D'Y ALLER TOUS ENSEMBLE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 13 DÉCEMBRE 2018

Malgré le déploiement de 89.000 gendarmes et policiers, de véhicules blindés dans les rues de plusieurs grandes villes, Paris en état de siège, de l'intox visant à faire croire que tout manifestant était un casseur en puissance, les arrestations préventives par centaines, la mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire. Samedi 1^{er} décembre, à Paris comme en province, la plupart des manifestations ont été plus grosses que le 1^{er} décembre, sans compter les marches pour le climat qui ont fait le plein.

MACRON : DE LA MENACE AU « MEA CULPA » HYPOCRITE

On n'attendait pas grand-chose de l'intervention de Macron... et on n'a pas été déçus.

On a d'abord eu droit à ses menaces: il donnera des « *instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et de l'ordre* ». Donc des "gilets jaunes" aux lycéens, tous gazés, tous tabassés, Macron promet que ça va continuer.

Ensuite, quelques trémolos pour dire qu'il « *n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation* », que « *beaucoup de français peuvent la partager* », rajoutant, sans rire, trouver la colère « *juste à bien des égards* ». Tout cela avant d'annoncer ses mesurées.

MACRON FAIT MINE DE RECULER, MAIS IL PERSISTE

C'est d'abord l'annonce que « *le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur* » !

Mais en fait, le SMIC ne progressera que de 1,8%, le reste provenant de l'anticipation de l'augmentation de la prime d'activité - déjà prévue - et ne concernant que ceux qui y avaient déjà droit. Tout cela payé avec nos impôts car pour Macron, pas question de réintroduire l'Impôt Sur la Fortune (ISF) et de toucher aux riches. En clair, ce sera pris sur les budgets de la sécu, de la santé, de l'éducation, des services publics...

Et pour tous les autres salariés ou ceux qui vivent des minimas sociaux, rien n'est prévu. Seuls une partie des retraités seront dispensés de la hausse de la CSG, sans dire que la revalorisation des pensions restera limitée à 0,3% par an alors que l'inflation dépassera 2% en 2019.

Puis, Macron a annoncé qu'il n'y aura plus d'impôt sur les heures sups, oubliant que les "gilets jaunes" réclament l'augmentation des salaires... sans heures sups ! Quant à l'annonce d'une « *prime de fin d'année* » pour les petits salaires, ce sera « *pour les employeurs qui le peuvent* » !

PAS PLUS QUE LES GAZ OU LA MATRAQUE, LES MIETTES N'ARRÊTERONT PAS LA COLÈRE

Après des semaines de mépris affiché, Macron cherche un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué tout ce que le pays compte d'autorités instituées, du MEDEF aux directions syndicales, en passant par les élus locaux et les vedettes du show-biz.

Laurent Berger ou Philippe Martinez, et d'autres dirigeants syndicaux, se sont même payé le déshonneur de se désolidariser des "Gilets jaunes", la semaine dernière, en signant une « *déclaration commune* » appelant au calme !

Sauf que pour ceux et celles qui sont engagés dans cette épreuve de force depuis des semaines, il n'est pas question de lâcher prise maintenant que le pouvoir est aux abois.

TOUS ENSEMBLE, NOUS AVONS LA FORCE DE FAIRE CÉDER CE GOUVERNEMENT

Depuis la semaine dernière, étudiants et lycéens ont commencé à bloquer leurs établissements et à manifester contre les réformes dans l'Éducation.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est que la mobilisation s'étende aux entreprises, que les milliers de cheminots qui se sont mis en grève au printemps dernier, que les centaines de milliers de salariés qui ont fait grève contre la loi travail en 2016, que les dizaines de milliers de gilets jaunes qui bloquent les ronds points, que les lycéens et étudiants qui bloquent leurs lieux d'étude, que tout cela se rejoigne.

Pour gagner, c'est ce rapport de force qu'il faut construire par nos luttes, par la grève et dans la rue. Le 14 décembre dans nos entreprises, le 15 avec les "gilets jaunes" et le 17, on continue !



POUR LES SALAIRES, LES RETRAITES, LES ALLOCATIONS PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST !

Il paraît qu'il n'y aurait pas de marges pour les salaires dans les entreprises. En tous cas, dans certaines, il y en a. Les 40 plus grandes – celles du CAC 40 – auront versé en 2018 près de 47 milliards à leurs actionnaires. 47 milliards : de quoi créer plus d'un million d'emplois correctement payés. 47 milliards : l'équivalent d'une augmentation de 300€ pour plus de 10 millions de salariés !

Il paraît qu'il n'y aurait pas d'argent dans les caisses pour les retraites, les allocations, les services publics. Cela n'empêche pas Macron de faire pleuvoir des cadeaux par milliards. Des milliards pour les plus riches, avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et le plafonnement des impôts sur les revenus de placement financiers. Des milliards pour les entreprises, au travers des baisses de cotisations sociales et d'impôts. Juste un exemple : le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) dont bénéficient les entreprises va en 2019 priver le budget de l'Etat de 40 milliards. En pure perte... car le cadeau ne s'accompagne d'aucune obligation en matière d'emploi.

CONTRE LES JEUNES MOBILISÉS, LA POLITIQUE DE LA TERREUR

Entre la matraque et l'humiliation infligée à des dizaines de jeunes forcés de se mettre à genoux, le gouvernement ne lésine pas sur les moyens pour tenter d'étouffer dans l'œuf un mouvement lycéen naissant.

Dans les lycées professionnels d'abord; contre une adaptation des études aux besoins du patronat; et contre une diminution des horaires d'enseignement aboutissant à des diplômes dévalorisés et plus de difficultés pour la poursuite d'études après le bac. En écho avec la dénonciation de la réforme Parcours Sup qui a instauré la sélection à l'entrée à l'université.

Dans les autres lycées, la contestation porte aussi sur la réforme du bac. Avec des établissements qui ne pourront pas tous offrir une large palette d'options, et une grande part de contrôle continu dans les épreuves du bac, le risque est de remettre en cause le caractère national de ce diplôme, pénalisant les élèves issus des lycées les moins « prestigieux ». En usant sauvagement de la matraque contre les jeunes mobilisés, Macron ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

FACE À LA DÉTRESSE DE FANNY MURIEL PENICAUD MAL EN POINT

Invitée de la matinale de France Inter, mardi 11 décembre, Muriel Pénicaud essuie la colère d'une auditrice.

Fanny raconte son quotidien impossible, la disparition des services publics dans son coin de Bretagne, les 70 km aller-retour qu'elle doit faire pour se rendre chez Pôle Emploi. « Avec 407 euros, j'aimerais savoir comment exister ».

Le quotidien de centaines de milliers de pauvres et de précaires, grands oubliés du discours de Macron parmi d'autres, éclate à la figure de la ministre. Déstabilisée, Muriel Pénicaud – ministre multimillionnaire, ex-DRH de chez Danone où elle a gagné 4,74 millions entre 2012 et 2014 – bafouille lamentablement : « On ne peut pas tout résoudre en un jour sur le transport, les dépenses contraintes, on a des pistes ... ».

Pas étonnant qu'elle n'ait rien à dire. Entre leur monde et le quotidien de millions de gens, il y a un gouffre. Un gouffre et un mépris justement dénoncés par des milliers de gilets jaunes et autres depuis un mois.

URGENCE CLIMATIQUE, URGENCE SOCIALE QUELLES RÉPONSES ?

Sauf à envisager cyniquement une multiplication de catastrophes écologiques et humaines à la fois, il y a urgence à stopper le réchauffement climatique.

L'urgence sociale, elle, veut qu'on ne fasse pas payer la transition écologique à ceux et celles qui n'ont d'autre moyen que de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses ou conduire leurs enfants à l'école. Alors que les transporteurs routiers sont exonérés, comme le transport aérien ou maritime.

A l'heure où les dirigeants de la planète sont réunis en COP 24 en Pologne, le constat est tragique : depuis la COP 21 à Paris, la situation a empiré. Parce que les multinationales du charbon et du pétrole ne veulent pas sortir de l'ère du carbone, qui leur rapporte tant. Parce qu'il y a trop de profit à faire dans le commerce de marchandises qui sont transportées d'un bout à l'autre de la planète. Parce que les grandes banques continuent d'investir dans les énergies fossiles.

C'est clair : il n'y a pas de projet qui lie ambition écologique et justice sociale, sans remettre en cause les fondements mêmes du système capitaliste.

LECLERC ST-PIERRE-LÈS-ELBEUF, BUS D'ELBEUF : LES SALARIÉ(E)S SOUS UNE PRESSION INTOLÉRABLE

Leclerc St-Pierre : 2 grèves en un an (novembre 2017 et mars 2018), TAE (Transports de l'Agglomération Elbeuviennes) : grève en septembre 2018.

A chaque fois, les grévistes dénoncent des conditions de travail harassantes. Des salariés qui n'en peuvent plus, au point qu'un certain nombre démissionnent. Des salarié(e)s sous pression permanente, qui vont au boulot la boule au ventre.

La souffrance au travail s'est généralisée ces dernières années, comme l'ont montré dernièrement les mobilisations dans les hôpitaux ou les EHPAD (Etablissements Hospitaliers pour Personnes âgées Dépendantes). Elle trouve son origine dans le manque de personnel pour le boulot à fournir, et/ou dans un management par le stress qui finit par être vécu comme du harcèlement par les salarié(e)s concerné(e)s. Et il faut souvent longtemps pour que la colère sourde qui s'accumule contre l'humiliation quotidienne se transforme en colère ouverte.

Mais heureusement, il y a toujours un jour où la peur finit par changer de camp !

MAIL POUR NOUS CONTACTER :

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique